



Pourquoi le cessez-le-feu au Liban n'arrêtera pas les ambitions expansionnistes d'Israël

Description

La volonté d'Israël d'imposer des zones tampons et des « frontières naturelles » laisse penser que le cessez-le-feu émergeant ne devrait pas mettre fin au nettoyage ethnique en cours dans le sud du Liban.

Par Dimi Reider, le 16 avril 2026



De la fumée s'élevant au Sud du Liban à la suite de frappes aériennes, 11 avril 2006. (Ayal Margolin/Flash90).

À l'heure où j'écris ces lignes, je me demande si le cessez-le-feu annoncé entre le Liban et Israël tiendra. Malgré le soulagement indéniable qu'il représente dans de nombreux endroits, de Beyrouth à Tel-Aviv en passant par Washington, cela semble surtout être une concession du Premier ministre Benjamin Netanyahu faite à Donald Trump plutôt qu'un véritable tournant dans la campagne israélienne d'occupation du sud du pays.

Mais ce n'est pas vraiment une concession non plus : ce que Trump veut de Netanyahu c'est qu'il cesse de bombarder le Liban, pour satisfaire les différentes attentes de l'Iran et des États-Unis dans le cadre de leur fragile cessez-le-feu. Jusqu'à présent, Netanyahu avait aussi entamé des pourparlers sans stopper les bombardements. Ces pourparlers sont eux aussi une anomalie dans l'histoire commune des deux pays.

Compte tenu de la propension d'Israël à saper les cessez-le-feu et les négociations qu'il en fasse partie ou non et de ses antécédents d'assassinat de négociateurs, il semble assez probable que la dynamique entre Israël et le Liban revienne est ce qu'elle a toujours été. Cela semble particulièrement vrai étant donné que le Liban est l'aire de jeu la plus proche et la plus pratique pour que Netanyahu sape les négociations Téhéran-Washington et reprenne une guerre totale avant que les forces américaines ne puissent se retirer.

Il existe bien sûr une histoire israélo-libanaise bien spécifique. Aucune autre frontière israélienne n'a été aussi régulièrement et depuis aussi longtemps chaotique, et aucun élément extérieur n'a infligé au Liban de dévastation aussi régulièrement ni aussi dramatiquement qu'Israël : des raids transfrontaliers dans les premières décennies de la création de l'État d'Israël, en passant par l'invasion à grande échelle en 1982, jusqu'à la guerre actuelle le conflit le plus meurtrier au Liban depuis la guerre civile dévastatrice de 1975-1990.

Le Liban a également servi de théâtre, malgré lui, à une forme plus radicale de guerres menées par Israël à celles contre le mouvement national palestinien. Il est aussi le sujet pour lequel s'est manifesté le dernier grand élan de conscience collective israélien, lorsque des centaines de milliers de personnes ont protesté contre les massacres de Sabra et Shatila, qui ont été facilités et rendus possibles par l'armée israélienne.



De la fumée et des flammes s'élevant au sud du Liban – la suite d'une frappe militaire israélienne, le 15 avril 2026. (Ayal Margolin/Flash90)

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles Israël ignore les opportunités d'un accord de paix avec le gouvernement libanais (l'engagement actuel en demi-teinte, pris en urgence, ne peut pas encore être pris au sérieux) et préfère plutôt bombardier, envahir, exploiter des intermédiaires et, comme c'est le cas en ce moment, faire un nettoyage ethnique et promettre ouvertement d'annexer le pays.

Les deux raisons les moins importantes sont celles citées par les partisans d'Israël et ses détracteurs : la doctrine sécuritaire de la sécurité, celle de David Ben Gourion, qui consiste à dire que la frontière naturelle d'Israël est le fleuve Litani,. Et sa doctrine sur, celle de la zone tampon, qui est maintenant utilisée à la fois au Liban et à Gaza.

Ben Gourion a d'abord proposé le Litani comme « frontière naturelle » d'un futur État juif en 1918, arguant que la rivière marque une frontière démographique et économique entre la Galilée et le Mont Liban. Au fil des ans, une faction particulièrement expansionniste a adopté cette démarcation du sud du Liban comme la « Galilée du nord ». Le fleuve escarpé a alors acquis une nouvelle aura militaire en tant que frontière plus défendable que l'actuelle. Les partisans de l'annexion et de la colonisation du sud du Liban invoquent des arguments idéologiques, territoriaux et militaires.

Dans le même temps, une autre doctrine militaire israélienne – celle de la zone tampon – a trouvé un nouveau souffle, celui d'une potentielle fin à la guerre actuelle. Sa logique est de repousser la ligne de front loin des frontières internationalement reconnues d'Israël, en particulier loin des communautés civiles ; contrairement à une zone d'émilitarisation, une zone tampon suppose une liberté d'opérer pour l'armée israélienne.

Un prétexte pour le nettoyage ethnique ?

Contrairement au fait d'étendre la souveraineté israélienne jusqu'au Litani, l'idée de la zone tampon a déjà été essayée auparavant, pendant les 18 années d'occupation du pays par Israël, de 1982 à 2000. Elle s'est avérée être un échec retentissant.



Des véhicules de transport de troupes israéliens se dirigeant vers le sud en passant par Sidon, avant le redéploiement des forces israéliennes au Liban, 4 septembre 1983. (GPO)

Des roquettes du Hezbollah étaient lancées à partir de la zone tampon vers les communautés israéliennes encore plus souvent qu'avant l'occupation, tandis que les soldats israéliens qui opéraient dans le sud du Liban étaient devenus des cibles constantes. Après des centaines de victimes et des manifestations de masse en Israël, l'armée israélienne s'est retirée unilatéralement. Aujourd'hui, les deux approches sont de nouveau proposées, avec l'affirmation supplémentaire que, parce que le Hezbollah est appuyé sur le soutien de la population civile, ces civils doivent être expulsés.

Avec une interprétation totalement erronée de la réalité vécue par la société libanaise, hétérogène et étroitement imbriquée, Israël aurait l'intention d'expulser uniquement les résidents chiites, avertissant les résidents sunnites et chrétiens de ne pas héberger leurs voisins à une consigne glaçante à la veille du jour du Souvenir de l'Holocauste en Israël.

Hormis la question morale, il n'y a aucune raison de penser que l'une ou l'autre doctrine soit devenue plus réalisable au XXI^e siècle qu'elle ne l'était au XX^e. Un fleuve peut servir d'obstacle à l'infanterie, aux unités mécanisées et aux armures lourdes ; il pourrait même entraver les mouvements de l'artillerie lourde (bien qu'Israël soit dans les faits le seul acteur utilisant l'artillerie dans ce théâtre particulier pour le moment). Mais aujourd'hui, que ce soit en Ukraine ou en Iran, au Pakistan ou en Afghanistan, la majeure partie de la guerre a lieu dans les airs : les drones, les fusées, les missiles de croisière et les missiles balistiques peuvent facilement traverser les rivières et les zones tampons proposées, permettant de maintenir une dynamique alors même que les opérations terrestres sont minimales ou dans l'impasse.

Cela devrait être évident pour Israël avec son expérience des missiles iraniens tirés à des milliers de kilomètres. Le Hezbollah a également lancé des roquettes à des centaines de kilomètres sur le territoire israélien. Cela signifie que le groupe peut atteindre des cibles deux, trois ou quatre fois au-delà du Litani et continuer à frapper les communautés israéliennes à l'environnement.



Des secouristes israéliens sur les lieux d'une frappe de missile du Hezbollah à Safed, dans le nord d'Israël, 10 avril 2026. (David Cohen/Flash90)

Même si une telle zone tampon était établie, Israël chercherait probablement à conserver la « liberté opérationnelle » bien au-delà, et ce n'est qu'une question de temps avant que quelqu'un ne propose de pousser la ligne de démarcation vers le haut, encore plus profondément à l'intérieur du Liban.

Alors, pourquoi Israël insiste-t-il pour mettre en place ce plan obsolète, tout en effectuant ouvertement un nettoyage ethnique de masse ? Il est difficile de s'empêcher de penser que la causalité est, en fait, inversée. Tout comme à Gaza, où les zones tampons servent de prétexte

pour rassembler les habitant.es de lâ??enclave d'j' surpeuplÃ©e dans 12 pour cent de son territoire ; tout comme en Cisjordanie, oÃ¹ des Â« zones de sÃ©curitÃ© Â» et des Â« zones de tir Â» ont Ã©tÃ© utilisÃ©es pour perturber lâ??agriculture palestinienne et vider la terre de ses communautÃ©s, ce que nous voyons au Liban sont des zones tampons au service du nettoyage ethnique, et non lâ??inverse.

La fin de lâ??annexion, proclamÃ©e haut et fort, est particuliÃ¨rement importante pour les Ã©lÃ©ments expansionnistes au sein de la coalition de NÃ©tanyahou, lâ??opposition Â« libÃ©rale Â» ne peut que se soumettre lorsque la Â« sÃ©curitÃ© nationale Â» est invoquÃ©e. Certains, comme le chef de lâ??opposition YaÃr Lapid, ont mÃªme promu lâ??idÃ©e de zone tampon d'peuplÃ©e comme s'il s'agissait d'une mesure modÃ©rÃ©e, une solution Ã Â« mi-chemin Â», comparÃ©e aux guerres expansionnistes Ã durÃ©e indÃ©terminÃ©e.

Comme ailleurs, la droite israÃ©lienne est plus que disposÃ©e Ã laisser les modÃ©rÃ©s la rencontrer Ã mi-chemin â?? puis Ã mi-chemin encore, et encore â?? jusqu'Ã ce que la distinction entre eux ne disparaisse complÃ¨tement.



Des bulldozers israéliens démolissent des bâtiments dans un village du sud du Liban, 13 avril 2026. (Flash90).

Il y a une autre raison, plus profonde, qui motive le refus depuis plusieurs décennies de chercher un accord de paix sérieux et équitable avec le Liban. Pour Netanyahu et de nombreux autres Israéliens, la diplomatie et le compromis dévalorisent toute réalisation qui aurait pu être assurée par la seule force, car ils suggèrent que d'autres compromis pourraient suivre. En Israël, on assiste à une sorte d'ivresse du pouvoir hégémonique, une croyance que les sacrifices et les pertes subis dans la poursuite des objectifs par la force sont précifables à la pénible incertitude qui résulterait du fait de traiter d'autres acteurs régionaux comme des Égaux.

Enfin, il y a une motivation plus immédiate à la poursuite des attaques au Liban. Que ce soit par la supervision ou la conception, les États-Unis n'ont initialement pas inclus le Liban dans les termes de son cessez-le-feu avec l'Iran (contredisant le plan de Netanyahu de faire du Liban la base avancée de sa guerre avec l'Iran). Cela a laissé à Netanyahu une large ouverture pour saper le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran avant qu'il puisse se solidifier en négociations significatives, et, de manière plus critique, avant que les États-Unis ne commencent à attirer les forces du Golfe.

Cette ouverture demeure alors même qu'un cessez-le-feu est annoncé également au Liban; les cessez-le-feu sont fragiles, surtout quand une ou plusieurs des parties sont contraintes par des acteurs extérieurs, et surtout quand on ne sait pas si le Hezbollah est censé faire partie des négociations aussi indirectes soient-elles ou des cibles. Netanyahu veut que la guerre reprenne; il veut que l'Amérique envahisse; et il veut l'effondrement de l'État en Iran. Il semble croire qu'il est la porte de cet objectif. Si les États-Unis se retirent maintenant, dans un contexte marqué par l'approche des élections de mi-mandat et d'un moment politique précaire en Israël, il sait qu'une telle opportunité pourrait ne pas se reproduire de son vivant.

Dimi Reider est un journaliste israélien. Il est cofondateur de +972 et a écrit pour le New York Times, The New York Review of Books, The Guardian, Foreign Policy, Haaretz, Jerusalem Post, et bien d'autres. Il est actuellement chercheur principal à l'Institut Othering and Belonging de l'Université de Californie à Berkeley.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduit par L.G.

date créée

2026/04/21